

Conférence
numérique
GLF Bonn
2020

CONFÉRENCE NUMÉRIQUE GLF BONN 2020

L'ALIMENTATION



en temps
de crise

Déclaration
finale

Juin 2020

Points essentiels



La santé de l'être humain et de la planète sont intimement liées. L'approche « One Health » est indispensable pour prévenir les zoonoses.



La transformation des systèmes alimentaires peut permettre d'éviter de futures pandémies grâce à la création de paysages résilients aptes à satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels.



C'est en associant l'agriculture durable et les pratiques culturelles et en conjuguant le savoir traditionnel, local et autochtone avec les innovations scientifiques que nous pourrons mettre un terme à la dégradation de l'environnement, car nous endiguerons ainsi toutes les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire en assurant la résilience indispensable.



« L'approche paysagère » pourra aider l'humanité à « reconstruire en mieux » en garantissant les droits des populations et en transformant en profondeur les modes de vie, de production et de consommation.



Comparativement aux événements en présentiel, les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux des conférences numériques sont considérables, en particulier à l'égard de l'inclusivité et du nombre de personnes touchées.

La pandémie du COVID-19 a provoqué une crise sanitaire mondiale d'une ampleur jamais vue depuis un siècle, avec des millions de personnes infectées, plus de 450 000 morts, des pays entiers confinés, des vies totalement bouleversées par les difficultés économiques, l'isolement social et le [spectre de la famine](#). Cette situation d'urgence sur toute la planète a aussi mis en lumière la nécessité de reconsidérer la relation de notre humanité avec la nature, car nous avons fini par oublier le lien étroit qui existe entre les êtres humains, la faune et la flore sauvages, et les paysages qui nous font vivre et nous nourrissent.

La conférence numérique du Forum mondial sur les paysages (GLF) Bonn 2020 s'est déroulée du 3 au 5 juin sur le thème de « L'alimentation en temps de crise ». Diffusée depuis l'Allemagne et l'Indonésie, c'est à ce jour la plus importante conférence numérique sur l'environnement, ce qui a permis d'éviter des émissions de carbone et de respecter l'interdiction des grands rassemblements à cause de la pandémie. Cet événement de trois jours était l'occasion unique pour des personnes de tous horizons, scientifiques, chefs cuisiniers, décideurs, exploitants agricoles, communautés autochtones, jeunes diplômés, artistes et même une astronaute, de débattre de la question de l'alimentation à la lumière des crises actuelles. Des échanges très fructueux, grâce à la mise en commun de

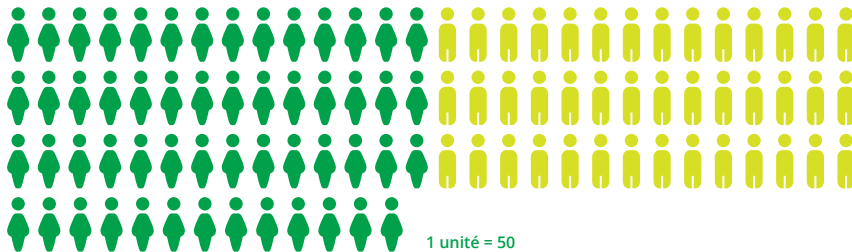
leurs connaissances. Le dernier jour de la conférence a aussi coïncidé avec la Journée mondiale de l'environnement.

Grâce au soutien financier du [gouvernement allemand](#) et de la [Foundation for International Dialogue](#) de la Caisse d'épargne (Sparkasse) de Bonn, la conférence numérique du GLF Bonn a réuni 300 conférenciers, plus de 4 900 participants de six continents et 50 millions de personnes via les médias sociaux. La primatologue [Jane Goodall](#), l'écologiste Bill McKibben, la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Inger Andersen, et le ministre indonésien de l'Environnement et des Forêts [Siti Nurbaya](#) ont prononcé des discours remarquables. Quelle que soit la localisation des personnes inscrites à la conférence, elles pouvaient se connecter grâce à une application mobile, poser des questions aux intervenants et discuter avec les autres participants. Au programme : projection de documentaires, interviews d'experts, sondages en ligne, ateliers culinaires et même séance de méditation guidée. Prélude à cet événement, un [forum des jeunes](#), organisé sur une demi-journée le 2 juin, a mis en scène des leaders du paysage de moins de 35 ans sur le thème « Restaurer notre planète ». Sur l'ensemble de la conférence, 22 représentants de la jeunesse ont pris activement part aux séances comme intervenant.

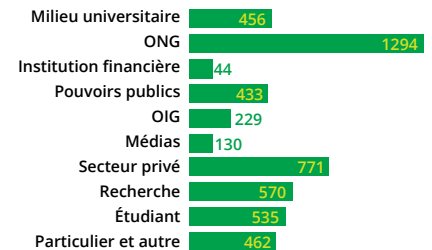
Participants

4 924
personnes

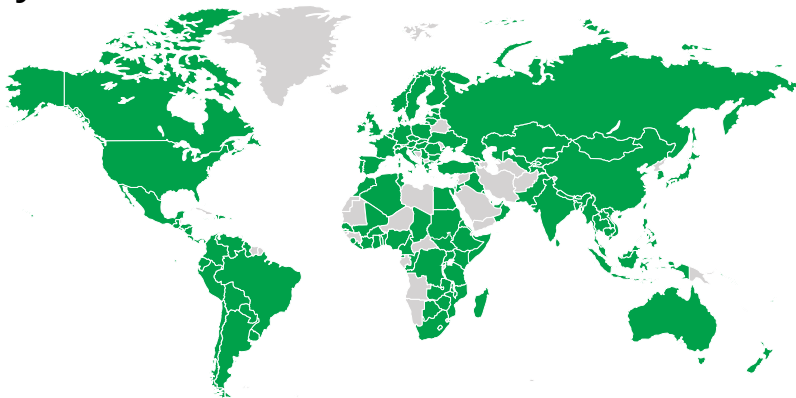
91 % des participants interrogés ont considéré que cet événement était dans l'ensemble intéressant ou excellent



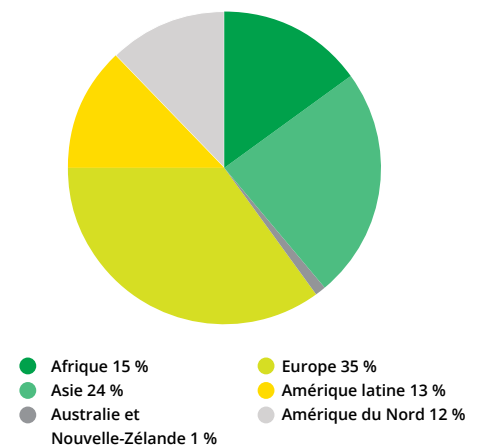
10
secteurs



146
pays



6
régions



Événement



89
séances



300
conférenciers



77 000
vues (pour les séances)

Processus d'apprentissage



Storytelling



Mesure des progrès



Finance et chaînes de valeur

Réseautage



130
rencontres virtuelles



22,293
messages échangés entre participants



Nous exportons actuellement des ressources naturelles et de la main-d'œuvre, ce qui contribue aux inégalités. Lorsque surviennent des crises comme celle du COVID-19, si nous produisons localement, nous pouvons survivre.



Tania Eulalia Martinez-Cruz,
Militante autochtone et chercheuse

Les intervenants autochtones étaient le Forest Farmer Group (Kelompok Tani Hutan) d'Indonésie, qui s'est exprimé sur la sécurité alimentaire grâce aux tourbières, et Tania Eulalia Martinez-Cruz, qui a modéré un débat sur les actions de conservation de l'eau et de restauration entreprises par le peuple autochtone nahua au Mexique et au Salvador. L'agence allemande pour le développement international (GIZ) a présenté une séance en français consacrée à l'importance des aliments sauvages pour la nutrition, les moyens de subsistance et la biodiversité. Coordinateurs du GLF avec le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), le PNUE et la Banque mondiale ont animé des présentations sur le thème « mieux reconstruire » et sur le financement de l'alimentation.



Les avantages économiques, environnementaux et sociaux sont pratiquement incalculables, comparativement à une conférence en présentiel. Tout le monde pouvait rester chez soi et regarder les séances à l'heure lui convenant le mieux ; des économies substantielles ayant été réalisées sur l'hébergement et la logistique, ces sommes pourront avoir un meilleur usage, et les émissions évitées par l'absence de voyages aériens ont été énormes.



Robert Nasi,
Directeur général du CIFOR

L'approche « One Health »

Les effets de la déforestation et de la destruction des écosystèmes induisent une multiplication des contacts entre les personnes et les animaux qui ont été délogés de leur habitat traditionnel. Ces contacts augmentent la [probabilité](#) de transmission de virus et de bactéries puisque la faune sauvage migre vers d'autres zones, souffre de surexploitation à cause de la demande des marchés urbains et rejoint au final la chaîne alimentaire humaine. Les scientifiques émettent [l'hypothèse](#) que le COVID-19 s'est transmis à partir d'un pangolin ou d'une chauve-souris sur un marché de la ville de Wuhan. Environ 75 % des maladies infectieuses émergentes qui affectent les humains sont d'origine zoonotique (c'est-à-dire qu'elles proviennent des animaux) et sont étroitement liées à la santé des écosystèmes, selon un [rapport](#) du PNUE publié en 2016.

Le COVID-19 a révélé en fait les multiples faiblesses de nos systèmes. [Les systèmes de santé défaillants](#) manquent à leur obligation de soigner les plus vulnérables, les économies n'ont pas la résilience nécessaire pour prévenir le chômage de masse, les inégalités sociales se creusent, et le spectre de la pauvreté menace toute une nouvelle génération. Presque la moitié des actifs de la planète risque de perdre ses moyens de subsistance, tandis qu'environ [49 millions de personnes](#) sont susceptibles de sombrer dans une extrême pauvreté.



La crise du COVID-19 peut anéantir les progrès accomplis au cours de ces dernières décennies en matière de développement. Nous devons éviter cela à tout prix.



Maria Flachsbarth,
Ministre fédérale allemande de la Coopération économique et du développement (BMZ)

D'après les organismes de l'ONU, plus d'une personne sur 10 vivant dans les zones rurales de la République démocratique du Congo (RDC) pâtit de la faim à cause des conflits et des déplacements de populations qui perdurent, voire s'intensifient. Les agriculteurs, en majorité des femmes, ont besoin d'outils et de graines pour reprendre leurs activités. Photo Axel Fassio/CIFOR.



Le COVID-19 a montré notre capacité à travailler ensemble au niveau communautaire, à échanger des informations et à cocréer des connaissances avec encore plus d'efficacité que par le passé. Les scientifiques et les laboratoires pharmaceutiques de tous les pays collaborent dans la course pour mettre au point un vaccin ; les gouvernements et les employeurs ont imaginé de nouvelles solutions pour diffuser des recommandations et faire fonctionner les entreprises, tandis que des millions de personnes confinées utilisaient abondamment les plateformes en ligne pour partager des informations sur des activités quotidiennes dont nous n'éprouvions pas le besoin de parler jusqu'ici. Cette crise sanitaire inédite est aussi l'opportunité de transformer définitivement notre rapport à l'environnement, après constatation que le confinement a permis un recul de 7 % des émissions de carbone, une réduction de la pollution atmosphérique et une réapparition des animaux et des végétaux dans les villes. Selon le nouvel adage, « Rien ne devrait redevenir normal, parce que notre normalité était contre-productive ».

Le GLF a donné la parole à 15 experts, dont Marco Lambertini, Directeur général du Fonds mondial pour la nature, David Nabarro, envoyé spécial de l'Organisation mondiale de la santé sur le COVID-19 et Izabella Teixeira, coprésidente du Groupe international d'experts sur les ressources. Sur trois séances, ils ont débattu de ce triple défi : enrayer le changement climatique, parvenir à la sécurité alimentaire et laisser vivre la nature. Ces séances ont traité du changement d'utilisation des terres (notamment de la déforestation comme facteur de poids dans les maladies infectieuses émergentes), de pistes pour déployer à plus grande échelle les solutions connues (comme la diminution des déchets alimentaires) et du changement de régime alimentaire qui peut améliorer la santé des êtres humains et de l'environnement.



L'humanité est consciente à 99,9 % que le seul moyen de faire face aux enjeux auxquels elle est confrontée est de retrouver le lien perdu avec la nature. La nature est vitale pour la société, notre vie en dépend.



David Nabarro,
Envoyé spécial de l'Organisation mondiale de la santé sur le COVID-19

Le risque de famine

Comment nourrir le monde sans engloutir la planète ? Les Nations Unies estiment que la population mondiale croîtra de 2 milliards au cours des 30 prochaines années et pourrait atteindre les 11 milliards d'ici la fin du siècle. Plus de 820 millions de personnes se couchent la faim au ventre chaque jour, et 135 millions d'entre elles souffrent de la famine. Et selon le Programme alimentaire mondial, ce sont 130 millions de personnes supplémentaires qui risquent de connaître la famine d'ici la fin de 2020 en raison de la pandémie du COVID-19. Ces chiffres sont encore plus effrayants si l'on considère que 35 % des produits alimentaires sont gaspillés.



La question que nous nous posions ces 50 dernières années était : cela va-t-il permettre d'accélérer la croissance économique ? Maintenant, nous nous demandons : Cela va-t-il accroître nos chances de survie ?



Bill McKibben,
auteur et cofondateur de 350.org

En 2015, les Nations Unies ont créé les objectifs de développement durable (ODD) afin de mettre un terme à la pauvreté, de protéger la planète et d'améliorer le quotidien des personnes. L'ODD 2 vise l'éradication de la faim, d'ici 2030 en lien avec d'autres objectifs : garantir des modes de consommation et de production responsables (SDG 12) ; prendre des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques et leurs conséquences (ODD 13) ainsi que gérer les forêts de manière durable, freiner la désertification, arrêter la dégradation des terres et stopper la destruction de la biodiversité (ODD 15). Ces objectifs interdépendants exigent des solutions scientifiques et un état d'esprit « One Health » dans la conscience de la symbiose qui existe entre les paysages, la faune et la flore sauvages et l'être humain.

Située au Pérou, la coopérative agraire d'Apahui fait sécher les fèves de cacao. Cette coopérative commercialise des fèves.
Photo Marlon del Aguila/CIFOR



Le thème de la sécurité alimentaire retenu pour la conférence numérique GLF Bonn de cette année ne pouvait pas être plus opportun, tout en s'inscrivant aussi totalement dans le droit fil des [objectifs](#) de la décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030 ainsi que ceux de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Si nos écosystèmes se détériorent, nous aurons plus de mal à nous nourrir, à atténuer les futurs impacts du changement climatique et à réaliser les ODD d'ici la fin de la décennie.

La conférence numérique du GLF Bonn a souligné l'iniquité du système alimentaire actuel et le fait que, malgré une myriade de dispositifs internationaux destinés à faciliter la transformation, il existe un manque de volonté politique concertée, ce qui empêche la mise en place de stratégies visant à remédier à la malnutrition et à la faim. Les femmes et les jeunes, en particulier dans les communautés pauvres ou autochtones, sont habituellement exclus des processus décisionnels en agriculture, ce qui réduit la capacité à nourrir la planète. Les exploitations familiales produisent 80 % de l'alimentation dans le monde, les femmes représentant plus de la moitié de la main-d'œuvre dans les cultures de rente tout en assumant la majorité des tâches ménagères. Elles ont pourtant peu accès aux financements et à la terre, ce qui ne facilite pas les investissements à long terme dans les agricultures régénérative et intelligente face au climat. À cause de ces inégalités, les techniques agricoles intégrées ne sont adoptées que par la moitié de la population des agriculteurs.



Voici ce qu'il faut retenir : Petite agriculture familiale, diversité des cultures, mobiliser les populations locales, les aider à comprendre la nécessité de la conservation et leur donner les outils leur permettant d'assurer elles-mêmes cette conservation.



Jane Goodall,
Fondatrice du Jane Goodall Institute et messagère de la paix des Nations Unies, énumère cinq grands objectifs pour la sécurité alimentaire

L'une des denrées les plus controversées dans le monde, l'huile de palme peut être source pour les pays producteurs d'un important développement économique qui, toutefois, se fait souvent au détriment des droits humains fondamentaux et des forêts tropicales si riches en carbone et en biodiversité. Une noix de palme en Indonésie. Photo Tri Saputro/CIFOR



Dégradation des terres

L'agriculture est l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre qui aggravent le changement climatique et provoquent la déforestation. Les pratiques culturales non durables conduisent aussi à la dégradation des terres, ce qui appauvrit la biodiversité et, par ricochet, menace la sécurité alimentaire. Environ [25 %](#) des terres émergées du globe sont dégradées, ce qui sape leur productivité tout en contribuant au changement climatique par le rejet dans l'atmosphère de protoxyde d'azote et de carbone du sol. Les pertes de production, de services et de moyens de subsistance dues à la dégradation des terres coûtent à la communauté internationale environ 6 000 milliards USD par an.



Mon rêve pour l'avenir est que l'accès à une bonne nutrition ne dépende pas des revenus et que nous puissions parvenir à démocratiser une alimentation de qualité tout en donnant de l'autonomie aux petits exploitants.



Ada Osakwe,
fondatrice et PDG d'Agrolay Ventures

La pandémie du coronavirus a fait chuter les émissions de dioxyde de carbone à cause du confinement comme la demande de combustibles fossiles, mais l'on craint que les bénéfices sur le climat ne soient que [temporaires](#). Pour nourrir la planète de manière durable, il faudra aussi une transformation à long terme de notre organisation et de nos systèmes. Selon les Nations Unies, la filière alimentaire, de la ferme à l'assiette, produit près de 30 % des émissions de gaz à effet de serre.

Au cours de la séance plénière du dernier jour de la conférence, un sondage en ligne des participants a révélé que, pour mettre en œuvre une relance verte après la crise du COVID-19, il serait intéressant de prévoir un investissement incitatif dans les énergies renouvelables et la restauration des espaces naturels, d'instaurer des mécanismes de fixation du prix du carbone dans le monde entier et d'arrêter les subventions publiques à l'industrie des combustibles fossiles. Les gouvernements ont jusqu'ici annoncé des plans de relance qui atteignent au total un montant minimum de [9 000 milliards USD](#).

Les solutions climatiques

Les participants de la conférence ont aussi appris que les solutions passent par des méthodes de réduction des émissions, la diversité des semences pour s'adapter à l'évolution du climat, la productivité des agroécosystèmes qui sont des puits de carbone à long terme, l'importance de la [protection des tourbières](#) et la prise de conscience que les terres attirent la convoitise des secteurs non alimentaires. Des sous-séances consacrées aux stratégies de gestion des risques de sécheresse ont permis à plus de 20 intervenants de s'exprimer pendant quatre heures sur la sauvegarde des moyens de subsistance des communautés locales en Afrique grâce à la gestion des ressources naturelles et à des programmes de protection sociale. Il est urgent d'intensifier les efforts de restauration des écosystèmes qui contribuent au développement durable, à la sécurité alimentaire et aux besoins nutritionnels dans un monde où la population est en pleine croissance.



La sécheresse est une catastrophe. Lorsque vous réalisez que l'eau potable des communautés est plus sale et plus polluée que l'eau de vos toilettes, alors vous comprenez qu'il s'agit d'une crise grave.



Vanessa Nakate,
Militante ougandaise pour le climat

Des agriculteurs de Mundri dans l'État d'Amadi au Soudan du Sud ont expliqué que leur sécurité alimentaire est menacée par les conséquences du changement climatique : parasites, déforestation et aléas climatiques. Loin de là, en Colombie et en Indonésie, les fermiers et les pêcheurs partagent le même sort. Lors de la séance animée par Grassroots Relief and Development Agency (GREDA), intervenants et participants ont exploré des solutions innovantes pour répondre à ces crises agricoles en vue d'accroître la résilience au changement climatique, de renforcer la productivité des fermiers et des pêcheurs comme la pérennité de leur activité et l'économie circulaire. Grâce à des technologies simples comme les applications mobiles, les fermiers et les pêcheurs peuvent partager des informations sur la qualité des sols et les prises de poisson pour éviter la tragédie des communs (lorsque des intérêts individuels mettent en péril les ressources collectives) et pour réunir les communautés afin d'améliorer le bon état écologique des paysages.



Les agriculteurs sont en butte à un monceau de difficultés sans être toujours armés de solutions. Ils expérimentent, échouent, tentent de nouvelles méthodologies et finissent par devenir de vrais inventeurs dans leur domaine.



Samuel Agyemang Tutu,
Élève du programme Youth in Landscapes (Les jeunes dans le paysage)

Les jeunes aux commandes

La jeunesse (c'est-à-dire les personnes de moins de 35 ans), doit jouer un plus grand rôle dans l'instauration d'un nouvel avenir assurant, sur le plan alimentaire, la souveraineté locale et la sécurité mondiale. Le Forum mondial sur les paysages et l'Initiative Youth in Landscapes (YIL) ont créé le programme [Génération Restauration](#) pour aider les jeunes diplômés à promouvoir les activités de restauration et aider les jeunes à exercer des responsabilités dans le domaine de la restauration au niveau mondial. Dans le cadre de ce programme, l'Initiative YIL a organisé le 2 juin sur une demi-journée son premier forum numérique bas carbone depuis le nouveau centre de diffusion du GLF de Bonn. Le sujet choisi était « Restaurer notre planète ». Chaque jour, pendant 30 minutes à la pause du déjeuner, « L'émission quotidienne de la jeunesse » a été diffusée en streaming pour partager, sous une forme créative, les points de Directrice de l'Unité des écosystèmes terrestres, Programme des Nations Unies pour l'environnement les régimes durables, la souveraineté et le gaspillage.



Nous commençons à voir des jeunes dans le monde entier qui s'activent pour faire du lobbying et défendre le changement dans leurs communautés. Ils déclarent : « Ou vous êtes avec nous, ou vous ne nous mettez pas de bâtons dans les roues. »



Musonda Xoliswa Mumba,
Chief, Terrestrial Ecosystems Unit (TEU),
UN Environment Programme

La responsabilité des citoyens du monde entier est engagée : ils doivent répondre à plusieurs crises simultanément en parvenant à pérenniser les systèmes alimentaires, à garantir les moyens de subsistance et à lutter contre le changement climatique. Cela ne sera possible que si la communauté internationale s'accorde sur des politiques intégrées qui prévoient une gestion résiliente des paysages, une coordination de la gouvernance, ainsi qu'un financement inclusif et durable grâce à l'investissement public et privé. La pandémie du COVID-19 nous rappelle que, si nous restons dans le statu quo à l'égard de l'utilisation des terres, du climat, de la faune et de la flore sauvage, les conséquences peuvent être dévastatrices. L'avenir de l'alimentation de l'humanité et de ses moyens de subsistance dépend donc de la volonté et de la capacité collectives à revoir ses modes de vie, de production et de consommation.



Nous, les jeunes, devons étudier l'histoire. Certains enjeux les plus pressants à l'égard de la durabilité sont liés à la compréhension du passé, du présent et de l'avenir.



Kendi Borona,
Professionnelle de la conservation spécialisée en savoir autochtone de la conservation

Décentralisation et démocratisation des connaissances

Le GLF poursuit sur sa lancée pour créer des systèmes de connaissances résilients sur les paysages durables, ancrés dans la notion de connaissances communes, en recourant au numérique et à d'autres technologies nouvelles. Le GLF s'inspire notamment d'Elinor Ostrom qui bousculait les idées reçues sur la gouvernance économique et l'orientation des politiques publiques et dont les travaux lui ont valu en 2009 le Prix Nobel en Sciences économiques. Si E. Ostrom s'est intéressée au départ aux espaces naturels qu'on appelle les communs, elle a ensuite exploré – en collaboration avec Charlotte Hess – les connaissances en tant que ressource partagée à l'ère du numérique. Bien qu'une citation ne puisse exprimer toute la richesse de leur contribution à la compréhension des connaissances communes, il y en a une qui est capitale pour le GLF dont la mission est de « déclencher un mouvement d'un milliard de personnes en faveur des paysages durables ». Selon les mots d'Elinor Ostrom lors de son [discours de réception du prix Nobel](#) en 2009 : « Si l'on veut expliquer la foule d'interactions et de résultats observés à un grand nombre de niveaux, il faut être disposé à affronter la complexité au lieu de la rejeter. »

Plateforme ayant les connaissances comme fondement, le GLF vise à soutenir encore plus la diversité des savoirs et des paysages, en permettant à un plus grand nombre de personnes très différentes, qui détiennent un savoir, de mettre en commun leurs lumières et de constituer une communauté soudée. Comme l'a [déclaré](#) Charlotte Hess (2010), « Il est encore plus nécessaire de disposer de systèmes fiables pour diffuser les connaissances afin de faire parvenir l'information utile aux bonnes personnes au moment même où elles en ont besoin ».

Dans le sillage de la conférence numérique 2020 de Bonn, le GLF va porter un projet numérique de longue haleine alimenté par les connaissances communes sur les paysages durables. Avec d'autres conférences numériques du GLF à l'horizon, et grâce au GLFx lancé récemment (mouvement citoyen inclusif qui fait le lien entre les idées locales et l'agenda international), le Forum mondial sur les paysages invite tous les secteurs à participer à la création d'un écosystème mondial de partage des connaissances sur les paysages durables, à susciter le dialogue multipartite et à multiplier l'action sur le terrain.



La mise en ligne des connaissances communes peut remettre en cause les systèmes en place dans le monde et changer la donne, tout comme l'invention de l'imprimerie en son temps. Et le GLF est apte à conduire cette mue pour que les paysages du monde entier soient plus productifs, plus prospères, plus équitables et plus résilients – au service des populations et de la planète.



John Colmey,
Directeur général du GLF

Organisations participantes



Forum mondial sur les paysages

Le Forum mondial sur les paysages (Global Landscapes Forum, GLF) est la plus grande plateforme de connaissances mondiale consacrée à l'approche intégrée de l'utilisation des terres, dédiée à la réalisation des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat. Le Forum a adopté une approche holistique dans le but de créer des paysages durables, à la fois productifs, prospères, équitables et résilients et a choisi pour ce faire cinq thèmes interdépendants qui sont l'alimentation et les moyens de subsistance, la restauration des paysages, les droits, le financement et la mesure du progrès. Il est organisé par le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), en collaboration avec ses cofondateurs, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale, ainsi que les membres signataires de la charte.

Membres signataires de la charte : CIAT, CIFOR, CIRAD, Climate Focus, Conservation International, Crop Trust, Ecoagriculture Partners, EFI, Evergreen Agriculture, FSC, GEF, GIZ, ICIMOD, IFOAM - Organics International, INBAR, IPMG, IUFRO, Rainforest Alliance, Rare, RRI, SAN, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Wageningen Centre for Development Innovation, département de Wageningen Research, WFO, ICRAF, Groupe de la Banque mondiale, WRI, WWF Allemagne, Initiative Youth in Landscapes.

Bailleurs



Sponsors

